

# La réalité du risque et sa représentation

MARIE-FRANÇOISE COUREL ET ANNE-MARIE FRÉROT

À EN CROIRE LES PARTISANS DU PROGRÈS, le mythe cartésien se serait enfin réalisé : l'homme serait devenu maître et possesseur de la nature. Pourtant, en cette fin de siècle, d'innombrables dangers menacent l'homme et ceux-ci n'ont jamais été autant médiatisés. Pluies acides, déchirure de la couche d'ozone, effet de serre, désertification, séismes, inondations, avalanches, coulées boueuses, pollution généralisée... Notre habitat court un risque.

Mais ce risque, qu'il soit naturel, technologique ou de société, ne reste-t-il pas un aléa <sup>(1)</sup> ? Quelle peut alors être la réalité d'un événement plus ou moins prévisible, dans une aire plus ou moins délimitée et d'une durée indéterminée ?

Joël Bonnemaïson souhaitait développer le thème de la « perception différenciée du risque ». C'était pour lui le lien évident entre les études sur l'environnement que mène Prodig et la géographie culturelle. On ne saurait en effet aborder les questions de risque sans analyser la relation qui s'établit entre une société et une situation jugée potentiellement

grave, sans étudier la manière dont les populations concernées se sentent ou non en danger. L'analyse du risque est du domaine des représentations ; elle suppose une étude des modalités de construction et de circulation d'une interprétation collective ; elle s'attache aux relations étroites entre cosmogonies, pratiques et discours. Les quelques exemples développés ci-dessous montreront comment chaque culture, chaque région, chaque groupe assume des fragilités propres et alimente une géographie des risques.

## Le risque entre réalité et imaginaire

Les catastrophes révèlent périodiquement que le risque est une réalité tragique et non pas une crainte inventée. Cependant, les hommes ont tendance, d'une part à croire que les effets catastrophiques annoncés « n'arrivent qu'aux autres », d'autre part à refuser d'intégrer la réalité du risque. C'est le cas souvent dans les pays du Sud où les règles que l'on veut imposer viennent généralement du Nord, des pays riches. Si certaines sociétés craignent que l'inondation, les criquets ne détruisent la récolte ou que la sécheresse ne la rende impossible, d'autres redoutent la surproduction. Là, des enfants se nourrissent sur les dépôts d'ordures,

---

1. Ce qui est conditionné par le hasard et la chance, qui a une apparence de vérité, semble plutôt vrai que faux ; probabilité que l'événement survienne, mesure de l'incertitude...

ici on multiplie les systèmes de contrôle de qualité alimentaire. Toute représentation du risque implique donc une forte connotation affective et le relais d'un discours social et culturel. Elle est la conséquence d'une projection de sens et de valeurs sur certains événements ou certaines pratiques et non pas une détermination objective du danger. Les risques pointés renvoient aux modes de vie, aux valeurs du groupe ; ils reflètent une cosmogonie et une morale en actes.

Entre vulnérabilité et sécurité, risque et prudence, de tout temps, l'homme a appris à vivre avec *Les fureurs de la Terre* (Allègre, 1987) longtemps imputées à la volonté divine d'éprouver les hommes ou à des forces occultes, comme le « Grand Dragon » (2) et le « Namazu » (3) des archives japonaises et chinoises. Les offrandes que les autorités indonésiennes jettent dans le « cratère-dieu » du Gualungung pour faire bénir leur règne, la cérémonie sacrificielle népalaise du « puja » ou le « feng shui » (4) de la cosmologie chinoise dont le respect éloigne du danger sont du même registre. Toutes les sociétés dressent des formes sociales et culturelles de conjuration des

risques ; si elles se protègent par des modes de défense empiriques (prospective, cyndinique, plans...), elles ne se privent pas du recours à l'au-delà et repoussent la peur par des incantations, des vaudous, des rites, des prières, des cérémonies qui confortent le lien social. De plus, la référence au geste divin implacable sert à absoudre, à déculpabiliser, à rejeter les responsabilités et « constitue une sorte d'appel mystique à un surnaturel qui, du merveilleux à l'horrible, berce encore nos mentalités » (R. Vié le Sage, 1989).

Le risque, inhérent à la condition humaine, possède ainsi des dimensions symboliques et imaginaires qui provoquent un sentiment de peur bien ancré dans de nombreuses sociétés. Dans ces représentations, l'homme évitera la catastrophe par sa bonne conduite : croyance, fidélité, respect de la tradition, charité... ; dans un autre ordre d'idée, le fatalisme des gouvernants-aménageurs, leur autosatisfaction si le risque n'est pas devenu réalité, la réappropriation de la catastrophe et la bonne conscience des pays du Nord face aux risques du Sud à travers les remèdes, les aides apportées – l'envoi de couvertures au Cameroun (pays tropical) lors des émanations de gaz du lac Nyos n'en est qu'un exemple. La « protection » ainsi obtenue est le droit à défier la Nature et à choisir l'exposition au danger. À cela s'ajoute aisément ce que Claude Lacour (1994) nomme le syndrome de l'OMA (Oui mais ailleurs), principe générique du droit à la liberté dans « mon » environnement et à la négation du risque. Les Anglo-saxons utilisent le sigle NIMBY (*Not in my backyard*, pas dans ma cour).

Parallèlement au sentiment d'un droit à la sécurité et à la « laïcisation » du risque (J. Delumeau, 1989), se développe, en Europe et aux États-Unis, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, la croyance dans le progrès scientifique. Pourtant, à la fin des années cinquante et au début des années soixante, divers accidents alertent l'opinion. Windscale (GB, 1957),

---

2. Nom donné par la tradition chinoise à l'animal habitant les profondeurs de la Terre et dont la colère secouait les montagnes et les plaines.

3. Poisson-chat géant séjournant dans la vase et responsable des séismes dans la tradition japonaise.

4. L'accident d'un avion de la RNAC (compagnie népalaise) en 1984 n'a-t-il pas été attribué à l'absence de « puja » qui aurait dû marquer la mise en service de l'appareil ? Pour les Taïwanais, la série noire qui frappe la banque centrale de Taïwan ne peut s'éclairer qu'à la lumière de la géomancie : sa localisation et son architecture souffrent d'un mauvais « feng shui » – littéralement « vent » et « eau » –, science de l'harmonie, inscrit au cœur de la cosmologie chinoise. Le « feng shui » repose sur la croyance que la Terre est parcourue de souffles dont la captation permet d'éviter les risques. Armés de boussole, les géomanciens émettent des avis sur l'orientation des habitations ; ce sont des consultants-gourous bien plus influents que les experts internationaux. Tous les pays d'Extrême-Orient ont recours à leurs services.

Minamata (Japon, 1959), Feyzin (France, 1966), Torrey Canyon (1967), Seveso (Italie, 1976), Three Mile Island (EU, 1979) sont autant de cas d'une nouvelle catégorie de risques que « confirment » Bhopal (Inde, 1984), puis Tchernobyl (Ukraine, 1986). Ces risques « technologiques » accélèrent la prise de conscience de la responsabilité de l'homme. Les scientifiques aujourd'hui sont chargés de cartographier, mesurer, prévoir, simuler, mettre en place des systèmes d'alerte ; d'évaluer des zones de risque 0, 1, 2 ou 3 (comme aux États-Unis) estimées qualitativement selon une échelle définie arbitrairement ; de faire des calculs de probabilités pour satisfaire les assureurs. Les données scientifiques alimentent le discours de ceux qui cherchent à convaincre les populations de leur méconnaissance des risques réels ; rationnels, ils ne semblent pas douter un seul instant que leurs avertissements vont conduire l'homme à changer ses comportements. En quelques décennies, le risque est devenu une référence majeure dans le domaine de l'environnement, une image anticipée du désastre écologique, de la catastrophe naturelle ; un mot fourre-tout, un carrefour où se croisent les préoccupations qui ne laissent personne indifférent tant elles sont inhérentes à la vie quotidienne. À tout instant, les sociétés négocient leur rapport au risque à travers des actions politiques, législatives, sociales, associatives, individuelles... ; locales, régionales, nationales, internationales. L'élaboration d'un cadre de référence collectif pour les résoudre n'est possible qu'avec la fin du monde bipolaire défini par les tensions Est-Ouest, mais elle fait naître une nouvelle bipolarisation, Nord-Sud celle-là. Les conférences de Rio, Berlin, Kyoto et Istanbul l'ont bien montré. Pourtant, malgré cela, le risque reste toujours un aléa (5). Question de distance, d'échelle, de culture ? Croyances ou interprétations de la réalité ? Méconnaissance des mécanismes naturels ou refus de leur prise en compte ?

## Pratiques

Le savoir des scientifiques est souvent éloigné des pratiques de l'espace fondées sur d'autres critères d'évaluation et sur d'autres priorités. Averties du danger, les populations persistent dans leur choix de localisation. Dès lors, diverses questions se posent. Nous nous limiterons ici à la dimension temporelle du risque : notre réflexion n'est pas centrée sur l'analyse du risque réalisé, c'est-à-dire de la catastrophe. L'aspect crise a été éliminé pour privilégier le défi aux forces de la nature, le risque délibéré et le risque consenti (avant), l'oubli (après).

## Le défi à la Nature

Nouakchott, la capitale de la Mauritanie, fut créée *ex nihilo* dans une région quasi désertique, dépourvue de ressources en eau douce, soumise à un climat aride où ne se trouvaient que des terres collectives de parcours et un petit poste militaire de moins d'un millier d'âmes (Frérot, 1998). Le site originel de la ville est celui d'une plaine entre l'océan Atlantique et une mer de sable. Moins d'un demi-siècle après, Nouakchott compte environ 700 000 habitants. Cette ville, dont la croissance spatiale est une des plus rapides du monde, représente un véritable défi au désert, à l'océan et au vent (Courel, 1998). La plaine de Nouakchott communique au nord avec la Sebkhha de Ndrancha, témoin d'un ancien golfe marin, et se prolonge au sud par l'Aftout es-Saheli, plaine basse et étroite. Ces vastes étendues situées au-dessous du niveau moyen de la mer sont séparées de l'Atlantique, à l'ouest, par un étroit cordon de dunes blanches. À l'est, elles

---

5. Les nombreux débats au sein de la communauté scientifique (pluies acides, effet de serre, réchauffement de la Terre et ses conséquences...) prouvent l'incertitude. Les approches scientifiques, qui ont leur part de subjectivité et d'objectivité, décrivent le risque comme la conjonction d'un aléa et d'éléments exposés et vulnérables à cet aléa.

sont bordées par les dunes de l'erg Amoukrouz dont la végétation naturelle est dégradée depuis 1968 par la sécheresse la plus sévère et la plus longue du siècle.

En 1998, le paysage est totalement différent de celui des années soixante : les dunes ogoliennes sont désormais masquées par des dunes vives. Au nord et à l'est de la ville, les sables progressent dans le tissu urbain menaçant les constructions, la voirie et l'aéroport. À l'ouest de la ville, l'ultime obstacle naturel à d'imprévisibles incursions d'eaux marines que constitue le cordon dunaire est fragilisé par l'extraction incontrôlée (incontrôlable ?) des sables et coquillages pour les constructions. L'édification du port entre 1979 et 1986 interrompt le transit naturel des sables marins par la dérive littorale N-S. Les sables s'accumulent sur plus de 4 km au nord de la digue, alors que la plage s'érode au sud. Le démaigrissement de la plage, fort important au moment de la tempête des 15 et 16 décembre 1997, a entraîné l'inondation des quartiers populaires de la sebka installés dans l'anarchie et le laisser-faire. Depuis, les pouvoirs publics ont déménagé les baraques, mais, déjà, apparaissent des villas sur terrain attribué !

### **Le risque délibéré**

L'eau est indispensable à l'homme ; on comprend aisément que ce dernier se soit toujours fixé là où elle est présente : à proximité de sources, sur les rives des lacs ou des cours d'eau. En faisant ce choix, il s'expose en toute connaissance de cause au risque d'une inondation toujours possible et imprévisible. Chaque année dans le monde, des catastrophes souvent meurtrières surviennent.

Les 21 et 22 septembre 1992, des pluies abondantes et intenses s'abattent sur tout le sud de la France, et notamment sur les départements de la Drôme et du Vaucluse. Elles provoquent la crue soudaine de l'Ouvèze et de

ses affluents dont la Lauzon. Les communes de Vaison-la-Romaine, Roaix, Violès, Rasteau et Beaumes-de-Venise sont dévastées. Le bilan est très lourd, tant au plan humain qu'au plan matériel et économique : 37 morts et 5 disparus, 160 habitations et 34 commerces détruits, ponts emportés et routes endommagées. L'alerte avait été donnée par les services météorologiques, mais que faire face à une crue aussi brutale ? Le bilan s'explique principalement par le fait que des villas et des lotissements ont été construits en secteur inondable alors que chacun sait le caractère récurrent et la violence des intempéries dans le domaine méditerranéen. Inconscience des riverains, des municipalités et des services de l'Équipement qui donnent les permis de construire... La prévention des crues est freinée par le poids des enjeux immobiliers.

Au Mali, le delta intérieur du Niger est une immense plaine inondable de plus de 25 000 km<sup>2</sup>. Les villages, les hameaux ou les campements ont toujours été construits sur des terres naturelles ou sur les levées insubmersibles, même lors de très fortes crues comme celles des années cinquante. Or, depuis 1968, la sécheresse qui affecte l'ensemble du Sahel ouest africain s'est traduite par le dysfonctionnement du fleuve Niger et de ses affluents. Les apports d'eaux fluviales au delta, comme les surfaces inondées, n'ont cessé de diminuer jusqu'en 1994, année où la crue fut exceptionnelle. Les pêcheurs, les riziculteurs et les éleveurs, habitués pendant plus de quinze ans à des crues faibles, n'avaient plus hésité à construire des cases en banco ou en dur dans des secteurs jadis inondés. Les hautes eaux de 1994 ont balayé ces habitations nouvelles. Les dégâts furent heureusement surtout matériels.

### **L'oubli**

Des milliers de personnes vivent sur les flancs de volcans actifs, comme le Mayon aux Philippines qui a eu 45 éruptions depuis 1616,

la dernière en 1993 conduisant à l'évacuation de 57 000 personnes. Plusieurs fois détruite et reconstruite au même endroit, la ville d'Armero en Colombie est rayée une nouvelle fois de la carte en 1985 et aujourd'hui reconstruite. Le risque est perçu, tant par les populations que par les autorités. Il apparaît que les populations averties du danger encouru persistent dans leur choix de localisation. Cette persistance n'est-elle pas une manière d'affirmer son identité ? Au-delà se posent deux questions : quel est le niveau du risque que chacun est prêt à tolérer ? Quel est le prix que les sociétés sont prêtes à payer pour assurer leur sécurité ?

Le 17 janvier 1995, les habitants de Kobé sont sous le choc du séisme. Les 3 500 victimes et les 140 000 sans-abri rappellent cruellement que les tremblements de terre échappent à tous les efforts de prévision mis en œuvre par les sismologues. Mais plus encore, le séisme ébranle le mythe japonais de la sécurité, fait prendre conscience aux Japonais de la vulnérabilité de leurs villes : « *Nous devons reconnaître que nos critères de protection sont insuffisants et que nos structures anti-sismiques sont fragiles. Nous avons fait preuve d'un excès de confiance dans la technologie* » déclare Kiyoo Mogi, président du comité de liaison pour la prévention des séismes. Aubaine pour le secteur du bâtiment et sa collusion avec les milieux politiques. Après des appels d'offres truqués, la reconstruction de la ville commence dès le mois de février. À un carrefour tectonique, sur une terre à risques (secousses sismiques, éruptions volcaniques, typhons, neiges hivernales...) où l'espace disponible est coûteux, hostile et rare, les Japonais ont-ils d'autre choix ? Peut-on déplacer les villes japonaises, sans parler de Quito, Naples, Mexico ?

Espace-conquête, espace-effort, espace-coût, espace-récompense, espace-lien... Par la souffrance et le prix à payer, « *c'est au fond la vision d'un optimisme généralisé, ou du moins une représentation que l'on sait traiter par les modèles de*

*l'optimisation* » (Lacour, 1994). Les sociétés présentent face aux risques une vulnérabilité politique pour les unes, psychique pour les autres, dont les origines subjectives et collectives sont difficilement quantifiables. Le degré de tolérance ou d'intolérance est affaire de culture... et de capacité en matière de réparation. La réalité du risque est donc un choix de société. L'analyse de la situation sociale de la communauté potentiellement soumise au risque est indissociable de l'étude du risque lui-même qui a ses territoires, ses lieux de prédilection. Selon l'expression de Yi Fu Tuan (1974), le risque a ses « topophilies », ses lieux maudits, ses trajets dangereux dans l'espace, espaces dans lesquels les hommes tiennent des discours sur le risque et la peur.

### **La pauvreté, facteur aggravant du risque**

Divers travaux ont montré la superposition des espaces à risque et des espaces de relégation sociale (Lagadec, 1981 ; Nicourt et Girault, 1997...). Les plus pauvres sont les plus démunis. Quel est l'impact du tremblement de terre de 1987 en Équateur comparé à celui de Kobé ? L'Équateur est privé pendant un an de ses recettes pétrolières : survenu en saison des pluies, le séisme provoque de nombreux glissements de terrain qui emportent des tronçons d'oléoducs. Le coût de la catastrophe a été évalué à 1 milliard de dollars par les Nations unies dont 87 % au titre du pétrole (Vié Le Sage, 1989). Dans les pays pauvres, les risques s'adressent à des spectateurs inconscients de la réalité du risque et impuissants devant sa manifestation ; les risques y sont cumulés : géophysiquement plus exposés, politiquement instables, économiquement fragiles, ces pays n'ont pas de politique de prévention, pas ou peu de législation, l'urbanisation y est anarchique. À cela s'ajoute l'importation de technologies inadaptées parce que non appropriées et trop coûteuses, telles que les constructions

paracycloniques ou parasismiques, les pluies artificielles au Sahel ou les modèles de surveillance géologiques et météorologiques...

Dans les villes des pays en développement, la négligence des problèmes de risques urbains en a fait des obstacles au rendement du travail et du capital. Au Pérou, par exemple, l'absence de redressement a conduit à une inflation rapide, à la suppression de presque tous les investissements publics et, finalement, à une catastrophe en matière d'environnement urbain : l'épidémie de choléra qui ravagea Lima en 1989-1990. La surpopulation de ces villes y est d'autant plus un facteur de vulnérabilité que le site est lui-même générateur de risques. De la manifestation météorologique ou géologique, qui ne présente qu'un intérêt scientifique, au cataclysme, il n'y a que la distance qui sépare les milieux vides des habitats. L'expansion urbaine peut conduire les populations à occuper progressivement des espaces dangereux, et ce d'autant plus que les habitants sont pauvres et les terrains bon marché. Les exemples dans les pays du Sud sont nombreux, qu'il s'agisse des inondations au Bangladesh en novembre 1970 (400 000 morts), du séisme de Mexico de 1987 (100 000 logements détruits <sup>(6)</sup>, etc. La concentration urbaine est également génératrice de flux, de pollution automobile et industrielle, de déchets. Si l'éruption du Nevado del Ruiz fait 25 000 morts en 1985, « *ce n'est pas parce que la colère du volcan aura été 25 fois plus forte qu'en 1845. 25 000 morts tout simplement parce que la richesse des plateaux à l'entour du rio Lagunia, l'explosion démographique et l'absence complète de politique d'occupation des sols auront, en l'espace de 140 ans, contribué à placer là où elles devaient être touchées 25 fois plus de cibles humaines* » (Vié le Sage, 1989). En 1845, la Colombie comptait 3 millions d'habitants, en 1985, 30 millions.

6. 42 000 appartements seront reconstruits sur les lieux du séisme.

De même, quelle était la réalité du risque sur le site de Nouakchott avant son extension ? 600 habitants en 1950, la ville nouvelle est prévue pour 10 000. Il y en a 700 000 en 1998. À Nouakchott, comme dans tous les pays en développement, le traitement des déchets et des résidus industriels n'est pas une priorité. Les ordures ménagères font la joie des troupeaux urbains, les gravats, les huiles de vidange, les produits toxiques (plomb, cadmium et mercure) sont dispersés au nord de l'agglomération sur de vastes étendues. Il est vrai que les sites pouvant servir de décharge sont rarissimes. Les eaux usées s'infiltrent dans les dépôts coquilliers qui forment le substratum de la ville. Sans doute participent-elles à la pollution de la nappe salée superficielle ou des lentilles d'eau douce exploitées par les maraîchers. Des actions ont été entreprises par les autorités mauritaniennes et les services spécialisés : ceinture verte, fixation des dunes, déplacement de populations... Sont-elles véritablement à la mesure du risque ? Ainsi, le quartier de Mellah min Haytek (« tire le sel de ton mur »), situé dans la sebkha a été déplacé à Saada (« la belle »), au sud-est de la ville, entre Arafat et Ryad, à la suite des inondations de 1997. Il semblerait cependant que la vraie raison du déguerpissement soit plus foncière qu'environnementale : déjà quelques parcelles sont réappropriées et des villas se construisent. Quant aux habitants interrogés, ils ne se sentent pas concernés par les risques d'inondation, d'ensablement, de pollution qui sont nettement à l'arrière-plan de leurs stratégies de survie. Le Mauritanien d'origine nomade a toujours vécu au jour le jour dans un environnement désertique, se déplaçant lorsque « le camp est usé ». Pourtant, en terre d'Islam, tout risque doit être évité. Différents hadiths le rappellent : « *Lorsque vous vous couchez, ne laissez pas le feu allumé dans vos maisons* » ; « *Redoutez les actes qui apportent la malédiction : la défécation sur un chemin public et dans les lieux*

ombragés où s'abritent les gens... ». L'amoncellement des immondices dans les villes et les risques sanitaires qui en découlent sembleraient donc très éloignés des pratiques traditionnelles. Problème de recompositions identitaires, sociales et culturelles ou tout simplement d'absence de conscience du risque ?

**En guise de conclusion :  
la représentation du risque,  
un concept opératoire**

La réalité du risque est encore peu étudiée dans le milieu scientifique francophone (7). Évolutive, diffuse, produit de rapports dialectiques entre des représentations et des pratiques, la problématique du risque est géographique dans la mesure où elle privilégie les hommes et les lieux dans leur temps et n'a de valeur qu'en fonction des sociétés qui l'assimilent dans leurs images et leurs pratiques, donc dans leur culture. Mais dénouer l'écheveau des évaluations scientifiques, des considérations politiques, des interrelations multiples, psychologiques, affectives, sociologiques, économiques implique une démarche transdisciplinaire.

Beaucoup de questions restent posées, en particulier celle des enjeux du risque autour du lobbying politique, économique, militaire et industriel. Pourquoi certaines informations restent-elles confidentielles ? Quelle est la valeur de l'interdiction de consommer des épinards en Allemagne après Tchernobyl et celle de l'autorisation accordée en Alsace ? Comment hiérarchiser le risque ? Y a-t-il des populations qui valent moins que d'autres ? Comment évaluer le risque ? En pertes humaines, en dommages assurés, en coût, en

responsabilités ? Les chiffres ne rendent pas compte des situations géo-économiques et socio-politiques.

À une époque où le progrès scientifique engendre autant de risques, qu'il en élimine ou en révèle d'anciens inconnus jusque là, développer ce thème de recherche, c'est peut-être participer à la prise de conscience de nos sociétés face aux risques multiples, mais c'est surtout confronter discours et pratiques et, par là, contribuer à éviter les échecs des politiques de l'environnement lorsqu'elles ont pour but de modifier des comportements.

**BIBLIOGRAPHIE**

- Allègre (C.), 1987. *Les fureurs de la Terre*. Odile Jacob, Paris, 245 p.
- Bailly (A. S.) (dir.), 1996. « Risques naturels, risques de sociétés ». *Economica*, 103 p.
- Ball (D. W.), 1972. « What the action is : a cross-cultural approach ». *Journal for the theory of social behaviour*, vol. 2, n° 20.
- Blancher (Ph.), 1997. « Risque et densité ». *Annales de la Recherche urbaine*, n° 67 : 108-116.
- Bertolini (G), Brakez (M.), 1997. « Le déchet, indicateur social : le cas des ordures ménagères à Agadir (Maroc) ». *Géographie et cultures*, n° 24 : 91-112.
- Courel, (M.F.), 1998. « Nouakchott, ville à risques multiples ». In Frérot (dir.), « Espaces et sociétés en Mauritanie ». *Fascicules n° 33, Urbama* : 47-55.
- Delumeau (J.), 1989. *Rassurer et protéger. Le sentiment de sécurité dans l'Occident d'autrefois*. Fayard, Paris.
- Douglas (M.), 1992. *Risk and Blame. Essays in cultural theory*. Routledge, Londres et New York.
- Dourlens (C.), 1996. « Villes, risques et périls ». *Annales de la recherche urbaine*, n° 40 : 3-10.
- Lacour (C.), 1994. « Intégration environnement-aménagement : fondements théoriques ». *Revue d'économie régionale et urbaine*, n° 4 : 537-556.

---

7. Très en retard par rapport aux anglophones ; les analyses menées concernent surtout les manifestations du risque (crises paroxysmiques).

À Joël Bonnemaison, le Voyage inachevé...

Lagadec (P.), 1981. *La civilisation du risque*. Seuil, Paris.  
Le Breton (D.), 1995. *La sociologie du risque*, PUF, Que sais-je ? 128 p.  
Nicourt (C.), Girault (J.M.), 1997. « Environnement et relégation sociale, l'exemple de la ville de Saint-Denis du début du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours. *Natures, sciences, sociétés*, vol. 5, n° 4 : 23-33.

Thouret (J.-C.), D'Ercole (R.), 1996. « Vulnérabilité aux risques naturels en milieu urbain : effets, facteurs et réponses sociales ». *Cahiers des sciences humaines*, vol. 32, n° 2 : 407-422.  
Vié le Sage (R.), 1989. *La terre en otage*. Seuil, Paris, 250 p.  
Yi Fu Tuan, 1974. *Topophilia*. Oxford University Press, New York.

